

# Quand l'Europe invente, s'invente et se réinvente

SAMANTHA BESSON<sup>1</sup>

Les appels à « refonder » l'Europe se multiplient<sup>2</sup>, le désir d'une « renaissance » de l'Europe s'aiguise<sup>3</sup>. Avant de réinventer l'Europe, ne devrions-nous pas pourtant comprendre quand, où, comment elle a été inventée ou s'est inventée, et ainsi mieux mesurer le champ des Europe à inventer ou à réinventer ?

Qu'elle soit saisie comme un continent, une région, une civilisation, une idée, un ensemble de valeurs et de droits, une religion, des langues, un mythe, un ordre ou une culture juridique, des institutions et un régime politiques, différentes organisations internationales, un ensemble de techniques et de sciences, et bien d'autres choses encore, l'Europe n'a eu de

1. Je tiens à remercier Manon Fabre et Mathilde Montaubin, respectivement assistante étudiante à l'Université de Fribourg et ATER au Collège de France, de leur aide précieuse dans la mise en forme de cette introduction.

2. Cf. « Initiative pour l'Europe – Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique », 26 septembre 2017, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique> (consulté le 2 mai 2022).

3. Cf. Emmanuel Macron, « Pour une Renaissance européenne », 4 mars 2019, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/03/04/pour-une-renaissance-europeenne> (consulté le 2 mai 2022) ; « Discours de la présidente von der Leyen à la conférence sur l'état de l'Union du European University Institute », 6 mai 2021, [https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/fr/speech\\_21\\_2284](https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/fr/speech_21_2284) (consulté le 2 mai 2022).

cesse d'occuper les chercheurs et les chercheuses du Collège de France. « Inventer l'Europe » : quel meilleur programme pour un colloque de rentrée, un colloque au croisement des disciplines ?

Ce colloque, dont les actes sont ici publiés, s'est tenu les 21 et 22 octobre 2021 dans une ambiance chaleureuse de retrouvailles avec un public revenu en nombre après la fermeture du Collège pour cause de pandémie. Le thème s'y prêtait bien sûr, au sortir d'une année de crises multiples durant laquelle l'Europe s'est rappelée à celles et ceux qui l'avaient peut-être oubliée et au terme de laquelle la critique<sup>4</sup> est devenue plus que jamais nécessaire : une année de crise sanitaire naturellement, où l'Union européenne (UE) a dû se réinventer par un mécanisme de solidarité financière dont la mise en œuvre doit encore être précisée, mais aussi une année de crises énergétique, climatique, migratoire et sécuritaire, où la réinvention européenne se fait encore attendre.

À l'heure de finaliser le manuscrit, il a malheureusement fallu réviser cette introduction, une dernière crise étant venue couronner le tout et donner une nouvelle urgence au projet de réinvention de l'Europe : la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. L'accélération des décisions prises ces derniers mois dans les domaines militaire, énergétique, financier et migratoire montre que l'UE tient peut-être là enfin le « moment constitutionnel » qui lui avait manqué au tournant du millénaire lors de l'échec du traité établissant une constitution pour l'Europe.

\*

Le colloque aura été très riche d'éclairages sur l'invention de l'Europe et l'Europe de l'invention. Il faut ici comprendre le terme *invention* au sens littéral de « découverte » ou de « création », constante et plurielle. On aurait tort de vouloir saisir de

manière définitive cette invention qui ne peut dès lors souffrir ni de premier ni de dernier mots. Il faut pourtant bien introduire cet ouvrage.

Durant deux journées de débat, nous avons exploré l'imaginaire ou les imaginaires européen(s) et les manières, au pluriel, dont nous nous sommes constamment, au fil des siècles, inventés et réinventés en tant qu'Européens. Il s'agissait de prendre la mesure de toutes ces Europe passées et présentes, fussent-elles gréco-romaine, chrétienne, dynastique, impériale ou encore coloniale, pacifique ou belliqueuse, littéraire ou technique, politique ou juridique.

Ce n'est que grâce à cette connaissance intime des multiples imaginaires européens, en effet, que nous pourrions au mieux préparer les possibles Europe à venir. Nous éviterons ainsi de nous précipiter dans les récits linéaires de ce que l'on appelle souvent la « construction européenne », conçue comme l'approfondissement d'une seule et même idée de l'Europe à travers l'histoire, récits si bien dénoncés par Patrick Boucheron dans sa contribution à ce volume. La même chose vaut pour le piège des projections à court terme du seul imaginaire industriel et technoscientifique, et de l'appel à l'« autonomie stratégique » que cet imaginaire désormais dominant inspire aux dirigeants de l'UE<sup>5</sup>, appel d'autant plus fort aujourd'hui alors que l'Europe est en guerre.

Nos débats se sont articulés autour de quatre thèmes et permutations de l'invention européenne, qui donnent sa structure au présent ouvrage : « Les inventions de l'Europe », « L'Europe des inventions », « L'Europe et ses autres en invention mutuelle » et « Les Europe à inventer ».

L'Europe a été inventée ou s'est inventée, tout d'abord, par les arts, la musique, la littérature, la traduction et la technique, mais aussi bien sûr par la politique et le droit, ciments

4. Sur les rapports entre « crise » et « critique », cf. D. Fassin et A. Honneth (dir.), *Crisis Under Critique. How People Assess, Transform, and Respond to Critical Situations*, New York, Columbia University Press, 2022.

5. Cf. « Les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne 2022 », 9 décembre 2021, <https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/fr/actualites/les-priorites-de-la-presidence-francaise-du-conseil-de-l-union-europeenne/> (consulté le 2 mai 2022).



institutionnels essentiels, facilitateurs de ces autres imaginaires. Ces multiples inventions, au sens de modes d'invention et de réinvention de l'Europe (et non pas, dans un sens exceptionnaliste, d'inventions exclusivement européennes), font l'objet de notre première série de contributions.

Dans son élégante contribution d'ouverture du colloque, William Marx conclut que le sentiment de l'Europe est récent. C'est, selon lui, la raison pour laquelle le mythe d'Europe, l'imaginaire de l'Europe, peut encore nous toucher et être source d'espoir. De nos jours, d'ailleurs, comme nous l'explique très bien Tiphaine Samoyault, l'Europe s'invente encore, y compris en science, dans une pluralité mais surtout une égalité des langues. Le rapport entre ces langues n'est pas la domination, en effet, mais la créolisation et la transformation mutuelle. En fait, cet « hétérolinguisme » se retrouve aussi dans l'« hétéromusicalité » européenne, socle d'un imaginaire musical européen par lequel l'Europe institutionnelle s'est progressivement inventée. C'est cet imaginaire musical, nous dit Timothée Picard, qui demande aujourd'hui à être reconnu et réinventé en Europe, plutôt que simplement nié ou déplacé.

Nous amenant à l'Europe des institutions, Patrick Boucheron dresse, dans sa contribution, une généalogie de la pluralité des inventions des politiques européennes et nous enjoint à la poursuite de leur invention. Dans un exposé foisonnant, il avertit que l'Europe politique telle que nous la connaissons a peut-être déjà rencontré sa fin et qu'elle devra toujours être réinventée. Pour Stéphane Van Damme, enfin, si l'identité propre de l'Europe des sciences et des techniques est clairement à la fois épistémologique et institutionnelle, elle a résidé et réside surtout dans son ouverture au monde.

Aujourd'hui, c'est notamment dans le domaine des sciences dures et de l'innovation technologique que l'Europe s'invente ou, plus exactement, invente. En cela, les Européens cultivent donc bien encore le lien étroit et unique qu'ils sont parvenus à créer au fil du temps, comme nous le rappelle Stéphane Van Damme, entre droit et politique, d'une part, et innovation technoscientifique et marché, d'autre part. C'est d'ailleurs à cette Europe de

la science (soit des inventions au sens strict) qu'est consacrée la deuxième série de contributions de cet ouvrage.

Trois de ces contributions commencent par nous expliquer comment l'Europe puis l'UE ont permis aux scientifiques des différents États membres de collaborer, et donc de s'enrichir par la diversité et la mobilité de leurs perspectives, ainsi que de mettre en commun leurs forces techniques et économiques au sein d'institutions européennes de recherche de manière à changer d'échelle et à peser plus lourd, ensemble, dans le paysage de la recherche scientifique mondiale. C'est ce qu'illustrent très bien, chacune dans un domaine différent de la recherche européenne, les contributions de Marc Henneaux sur l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), de Françoise Combes sur l'Agence spatiale européenne (ESA), et de Thomas Lecuit et Edith Heard sur l'Organisation européenne de biologie moléculaire (EMBO) et le Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL).

Ce que ces quatre institutions européennes de la recherche ont en commun, c'est d'être issues de périodes de guerre, puis de crises économiques propices à l'institution d'organisations. Si l'on souhaite s'inspirer de ces expériences passées pour construire aujourd'hui les institutions européennes de la recherche de demain, les questions sont multiples et les difficultés, redoutables. La première est celle de la nature de la crise par laquelle il faudrait passer pour parvenir à instituer à nouveau de telles organisations sur le plan européen, des organisations aptes à rassembler les chercheurs européens actifs dans de nouveaux domaines comme l'énergie électrique ou l'intelligence artificielle. Il convient en outre de prendre acte de la profondeur de la transformation du paysage scientifique européen depuis les années 1960. Cela vaut tant sur le plan des relations d'indépendance entre mécènes privés et fonds de recherche publics, qu'ils soient étatiques ou relevant de l'UE, que sur celui de la liberté de recherche des scientifiques par rapport à ces mécènes, voire aux fonds de recherche publics : toutes deux ont été profondément modifiées depuis les années de l'entre-deux-guerres, puis de l'après-guerre, et ne sont plus nécessairement garanties.



Enfin, la globalisation économique a déplacé les centres de gravité scientifiques et économiques hors de l'Europe, affectant les rapports entre marché et innovation scientifique à une échelle globale, y compris pour les États membres de l'UE en prise désormais avec des concurrents extra-européens.

C'est ce changement de paradigme qui résonne dans certaines des critiques exprimées, dans la deuxième partie de l'ouvrage, à l'encontre de la politique actuelle de la recherche en Europe. Ainsi, Jean-Marie Tarascon dénonce l'hiatus entre les chiffres et les projections scientifiques véhiculés dans les politiques environnementales de l'UE, d'une part, et l'état de la science sur ces questions, d'autre part, mais aussi la lourdeur des gros projets de recherche européens, ou encore l'insuffisance des programmes européens d'encouragement aux investissements privés dans la recherche et le développement en matière énergétique en Europe par rapport à d'autres États ou régions du monde. Quant à Cédric Villani, dont l'exposé n'a malheureusement pas pu être reproduit dans cet ouvrage<sup>6</sup>, il nous a dit regretter la fragmentation du paysage institutionnel de la recherche et de l'industrie de l'intelligence artificielle entre États membres de l'UE, et la résistance de certains États à l'Europe de la recherche dans ce domaine pourtant stratégique.

Cette deuxième partie de l'ouvrage s'ouvre d'ailleurs par un appel vibrant, lancé par Edith Heard, à une science européenne décloisonnée et aussi universelle que possible, et ce de manière à partager les résultats des recherches scientifiques, notamment médicales et environnementales, en accès libre, en Europe et dans le monde. Elle recommande en outre davantage de participation citoyenne au sein de la pratique scientifique en Europe et la démocratisation de son organisation. C'est ce que souhaite également Jean-Éric Paquet dans sa présentation de la politique de recherche de l'UE, même si la réalisation de ces principes

demeure à clarifier dans un modèle d'organisation de la science qui tient plus de la gestion d'entreprise que d'une institution chargée de la protection d'un bien public. Sans parler, comme nos débats lors des deux tables rondes qui ont complété cette deuxième partie du colloque l'ont montré, de l'importance de maintenir dans les États membres de l'UE une recherche nationale, y compris universitaire, suffisamment subventionnée et diversifiée, pour préserver l'inventivité propre qui a toujours caractérisé la recherche scientifique européenne selon l'adage européen renversé de « la diversité dans l'unité ». Et, comme souvent, le rôle largement secondaire, voire instrumentel, qui est réservé aux sciences humaines et sociales dans un régime européen d'encouragement à la recherche conçu avant tout pour les sciences dures, voire surtout pour une recherche orientée vers l'innovation et les applications industrielles, ne peut qu'être regretté<sup>7</sup>.

Si les Européens ont inventé l'Europe, et le font d'ailleurs encore, ils l'ont aussi, et peut-être surtout, fait au miroir des autres, ces voisins proches ou plus éloignés, tour à tour colonisés, exploités, « civilisés<sup>8</sup> », craints ou admirés. « Décentrer » la discussion de l'invention de l'Europe vers la Méditerranée, la Russie, la Chine et l'Afrique, et renverser ainsi les regards que les uns portent sur les autres, est l'objet des contributions de la troisième partie de cet ouvrage.

Comme l'explique bien Henry Laurens, l'Europe et la Méditerranée, en elle-même carrefour et théâtre de l'invention de l'Europe, se sont inventées mutuellement depuis le xviii<sup>e</sup> siècle au moins. Elles s'imbriquent même désormais l'une dans l'autre à tel point que leur réinvention prend un nouveau visage. Tendant le miroir plus au sud, Souleymane Bachir Diagne nous rappelle

7. Cf. aussi A. Supiot, *Le travail n'est pas une marchandise*, Paris, Collège de France, coll. « Leçons de clôture », 2019, <https://doi.org/10.4000/books.cdf.7026>.

8. Cf., sur cette notion, les actes du précédent colloque de rentrée du Collège de France qui s'est tenu en 2020 : V. Pirenne-Delforge et L. Quintana-Murci (dir.), *Civilisation : questionner l'identité et la diversité*, Paris, Odile Jacob, coll. « Collège de France », 2021.

6. Cf. Cédric Villani, « Donner un sens à l'intelligence artificielle. Pour une stratégie nationale et européenne », rapport du 28 mars 2018, [https://www.aiforhumanity.fr/pdfs/9782111457089\\_Rapport\\_Villani\\_accessible.pdf](https://www.aiforhumanity.fr/pdfs/9782111457089_Rapport_Villani_accessible.pdf) (consulté le 2 mai 2022).



que les rapports entre Africains et Européens sont anciens. En écho notamment aux travaux de Simone Weil, il insiste sur l'importance de « décentrer » le regard de l'Europe sur les autres (ces autres que l'Europe avait jadis le privilège de voir sans être vue) et, en retour, son regard sur elle-même, pour construire un universel qui soit plus « latéral » et plus réflexif. Tel est le prix, dit-il en citant Aimé Césaire, d'un « dialogue » avec une Europe enfin sortie de son « soliloque ». Cet appel au dialogue résonne particulièrement à l'heure où il est question d'un « partenariat » euro-africain et où la discussion européenne (ou plutôt française ?) de cette question demeure très appauvrie<sup>9</sup> et se limite à envisager ce dialogue sous la forme d'une coopération en matière économique, sanitaire et migratoire<sup>10</sup>.

Déplaçant nos regards vers l'est, Anne de Tinguy et Nicolas Chapuis nous rappellent tous deux le rôle de l'humiliation subie au XIX<sup>e</sup> siècle tant par la Russie que par la Chine, et l'ambivalence entre admiration et revanche qui caractérise depuis lors aussi bien les rapports entre l'Europe et la Russie que les relations entre l'Europe et la Chine. De manière fort intéressante, ces deux contributions insistent aussi sur la similarité du positionnement exclusif de la Russie et de la Chine dans l'ordre institutionnel international, et sur sa remise en cause du multilatéralisme que l'UE est désormais seule non plus seulement à incarner, mais à devoir défendre. Ce positionnement est celui d'une puissance impériale, pour la première, et d'une puissance unique ou « au centre », pour la seconde. Comme nous l'expliquent les deux contributeurs, c'est par la régionalisation de ces deux puissances et par la création d'un triangle régional, tantôt eurasiatique, tantôt indo-pacifique, que l'UE cherche à rééquilibrer sa relation avec chacune d'entre elles et à donner un nouvel élan aux relations intenses qui ont été les leurs historiquement. Comment ne pas être troublés par la lecture de ces

deux contributions à l'heure où les cartes de la relation triangulaire entre l'Europe, la Russie et la Chine sont rebattues par la guerre ?

Enfin, l'objet de la quatrième et dernière série de contributions de cet ouvrage est d'explorer les Europe qu'il reste encore à inventer ou à imaginer, voire, pour certaines, à réinventer. Il y est question d'Europe sociale et écologique, d'Europe de la défense ou encore d'Europe des religions. Toutes ont en commun de rappeler l'importance de ce qu'Antoine Vauchez désigne, dans sa contribution, par « biens publics » et dont il précise le rôle essentiel pour l'avenir de l'UE.

Ces Europe à inventer sont bien plus nombreuses<sup>11</sup>, bien sûr, mais une Europe sociale, plus écologique et garante de la protection d'autres biens publics, dont la santé, devrait dans tous les cas figurer en tête de liste. Ne serait-ce qu'en raison, comme l'explique Philippe Pochet, des interdépendances qui existent entre une meilleure protection sociale, environnementale et sanitaire. Pour y parvenir, encore faut-il, comme il nous y enjoint, nous préparer à réformer nos concepts et nos institutions en profondeur. Quant à l'Europe de la défense, au moins dissuasive ou purement défensive, elle est inéluctable, nous dit Nicole Gnesotto. Sa difficulté à s'affirmer a toutefois le mérite de soulever à nouveau toutes les questions d'identité politique et juridique avec lesquelles l'UE se débat depuis toujours, et de ramener la question si essentielle de l'Europe de la paix, en Europe et dans le monde, au cœur de nos considérations sur l'avenir de l'UE.

Enfin, dans la dernière contribution, Jörg Stolz et Thomas Römer répondent par la négative à la question de la spécificité religieuse, et plus exactement séculaire, européenne. À cette occasion, ils examinent la place de la religion dans l'Europe d'aujourd'hui, entre sécularisation et réinvention. Cette dernière contribution nous ramène ainsi aux origines des inventions,

9. Cf., par exemple, C. Lopes, *L'Afrique est l'avenir du monde. Repenser le développement*, Paris, Seuil, 2021.

10. Cf., par exemple, « Les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne 2022 », *supra* n. 5.

11. Une contribution était prévue sur l'Europe de la santé, mais elle a malheureusement été retirée, et ce à trop brève échéance pour permettre un remplacement.



religieuses cette fois, de l'Europe et au questionnement du début de notre colloque, mais à contre-pied de l'usage qui veut que l'on commence plutôt que l'on termine un récit européen par l'Europe religieuse.

Ces différentes contributions sur les inventions de l'Europe appellent quelques réflexions supplémentaires sur l'avenir de la réinvention de l'Europe. Elles sont au nombre de deux : l'une sur le monde en soi qu'est l'Europe et l'autre sur l'Europe dans le monde.

Sans surprise au vu de ma discipline, ces deux réflexions rappellent l'existence de « l'éléphant dans la pièce » de cet ouvrage, soit le droit et ses institutions en Europe, aujourd'hui le droit et les institutions de l'UE. Sans ce droit et ces institutions, en effet, une bonne partie des Europe inventées et des inventions de l'Europe évoquées précédemment n'auraient pas pu voir le jour, et surtout n'auraient pas pu s'inscrire dans la durée qui a été la leur. C'est le cas, par exemple, des langues de l'Europe, dont la créolisation en pleine égalité, comme l'explique Tiphaine Samoyault, ne serait pas possible sans le droit de l'UE qui garantit le statut égal des vingt-trois langues officielles de l'UE, offrant ainsi un cadre institutionnel à l'hétérolinguisme européen. C'est aussi le cas, bien sûr, de l'Europe du « public » défendue par Antoine Vauchez, dans la mesure où le droit est central à l'institution première de ces biens en tant que biens publics des peuples européens.

Ma première remarque est interne à l'Europe et porte sur l'avenir de l'État de droit et de la démocratie au sein de l'UE et de ses États membres. C'est en effet, me semble-t-il, l'une des Europe qui reste constamment à réinventer, et ce en dépit d'un travail qui a été, il est vrai, continu en la matière depuis 1957.

Ce n'est un secret pour personne que la démocratie européenne et ses garanties de l'État de droit sont mal en point. On pensera au respect de ces garanties en Pologne et en Hongrie,

mais n'oublions pas Malte, Chypre et bien d'autres États membres de l'UE<sup>12</sup>. L'UE, elle-même, n'est pas en reste dans son organisation démocratique interne. Ainsi, les inégalités politiques entre petits États membres, ou États peu influents, et grands États, ou États influents, n'auront jamais été plus marquées<sup>13</sup>. Sans parler de la manière dont les gouvernements de ces États ont aujourd'hui souvent le dernier mot dans l'UE face au Parlement européen ou à la Commission européenne, ce qui, en retour, renforce d'autant le pouvoir des exécutifs face au pouvoir parlementaire au sein de chacun de ces États membres sur les questions européennes<sup>14</sup>.

Curieusement, à chaque crise, nous nous concentrons sur l'une de ces deux faces de la même pièce démocratique européenne : nationale il y a quelques mois, avec la crise polonaise ou hongroise, et européenne à chaque élection parlementaire européenne. La question de la légitimité démocratique doit pourtant être traitée de front au sein non seulement des États, mais aussi de l'UE, tant ces deux communautés politiques sont lovées l'une dans l'autre par la construction politique, économique et sociale de l'UE. Rien ne sert dès lors de pointer quelques États, mauvais élèves de la démocratie européenne, ou de lancer la pierre au Conseil européen, quand tous partagent et entretiennent, au moins en germes, les mêmes difficultés démocratiques : celles d'un « gouvernement des gouvernements », voire des gouvernements les plus forts, entraînant les peuples

12. Cf., par exemple, S. Besson, « Passeports européens à vendre ? Arguments de droit international et européen contre les programmes d'acquisition de la citoyenneté par investissement », in A. Epiney et P. E. Zlatescu (dir.), *Annuaire suisse de droit européen 2020-2021*, Zurich/Berne, Stämpfli/Schulthess, 2021, p. 375-401.

13. Cf., par exemple, F. Fabbrini, « States' equality v States' power : The Euro-crisis, inter-state relations and the paradox of domination », *Cambridge Yearbook of European Legal Studies*, vol. 17, 2015, p. 3-35 ; É. Dubout (dir.), *L'Égalité des États membres de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2022.

14. Cf. P. Anderson, « The European coup », *London Review of Books*, vol. 42, n° 24, 2020, <https://www.lrb.co.uk/the-paper/v42/n24/perry-anderson/the-european-coup> (consulté le 2 mai 2022).



européens, sans voix, dans la spirale de la sortie si bien décrite par Albert Hirschman<sup>15</sup>.

Poursuivre la voie d'une politique de sanctions, qu'elles soient économiques, judiciaires ou politiques, des États membres, et donc de leur population, politique dans laquelle l'UE excelle crise après crise depuis les déboires financiers de la Grèce, ne résoudra que peu de choses. Au contraire, cette politique creuse encore davantage l'inégalité entre les peuples européens et entre les États qui les instituent. Certes, le respect de cette égalité doit passer par le respect égal, par tous les États membres dont la Pologne, du droit de l'UE, puisque c'est ce droit qui garantit l'égalité des États membres de l'UE<sup>16</sup>. Cela n'enlève rien toutefois au constat qu'une organisation qui ne garantit pas, ou plus, l'égal respect de ses peuples, que ce soit dans la représentation politique ou dans la procédure de décision, doit être réformée de l'intérieur<sup>17</sup>.

C'est donc un projet de réforme démocratique, si difficile soit-il, qui devrait occuper les futurs réinventeurs de l'Europe. La Conférence sur l'avenir de l'Europe<sup>18</sup> et son implication directe des citoyens européens permettront peut-être de lancer ce grand chantier de réforme démocratique de l'UE. Ce qui est certain, c'est que, sans un retour de la souveraineté populaire, ou du moins parlementaire, dans les démocraties nationales

15. Cf. A. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970. Cf. aussi S. Besson, « Que fait l'Europe ? Ce que le coronavirus nous dit de l'état de l'Union européenne », in *Une boussole pour l'après*, Paris, Humensciences, 2020, p. 101-110.

16. Cf. S. Besson, « L'égalité des États membres de l'Union européenne : un nouveau départ en droit international de l'organisation des États ? », in É. Dubout (dir.), *L'égalité des États membres de l'Union européenne*, op. cit., supra n. 13.

17. Cf. S. Besson et J. L. Martí, « Legitimate actors of international law-making : Towards a theory of international democratic representation », *Jurisprudence*, vol. 9, n° 3, 2018, p. 504-540.

18. Cf. les présidents du Parlement européen, du Conseil de l'UE et de la Commission européenne, « Déclaration commune sur la conférence sur l'avenir de l'Europe », [https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/ft\\_-\\_declaration](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/ft_-_declaration)

et dans celle de l'UE, la lente descente populiste qui a débuté, accompagnée de la montée de quelques exécutifs nationaux et d'une poignée d'hommes forts qui se sont fait élire à leur tête, se poursuivra, et ce d'autant plus dans une Europe en guerre.

Ma seconde remarque concerne l'Europe dans le monde et porte sur les relations internationales de l'UE. Elle est liée à mon premier commentaire, tant l'avenir de la démocratie européenne se joue aussi dans les relations extérieures de l'UE et tant l'avenir de ces relations extérieures se doit d'être démocratique.

Il me semble que, malgré les menaces toujours plus précises qui pèsent sur l'Europe et contrairement à ce que certains proposent, y compris au sein des institutions de l'UE, ce serait une erreur que de précipiter l'UE dans un positionnement international de type étatique où les attributs nationaux de l'État seraient réquisitionnés, puis transposés à l'UE. Il suffit d'évoquer ici la référence désormais routinière à des concepts comme ceux de « frontières » ou de « souveraineté » de l'UE<sup>19</sup>, mais aussi la politique de « sanctions » unilatérales, et la plupart du temps sans égard aux conséquences sur ses obligations d'organisation internationale et sur les obligations de droit international de ses États membres, par laquelle l'UE s'illustre depuis quelque temps dans ses relations extérieures (à l'instar, sur ce point, de ses relations intérieures, je l'ai dit). Une telle transposition est non seulement douteuse du point de vue du droit international, mais surtout, même si cela peut paraître contre-intuitif au premier abord, dangereuse à terme pour l'UE, ses États membres et ses citoyens.

L'Europe gagnerait, au contraire, à se distinguer du positionnement international contemporain qui est celui des États-empires et des États-civilisations, présenté par Anne de Tinguy et Nicolas Chapuis dans la troisième partie de ce volume. Pour

19. Ainsi, à défaut de nous expliquer ce que la souveraineté d'une organisation internationale comme l'UE signifie et implique en droit international, il nous est désormais indiqué qu'elle devrait être « plus » souveraine. Cf. « Les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union euro-



ce faire, il faudrait commencer par examiner le rôle majeur que les États européens et, par extension, la région Europe ont joué dans l'histoire de la diffusion, voire de l'imposition, du droit international au « reste » du monde<sup>20</sup>. Nous pourrions en tirer de nombreuses leçons pour un avenir international de l'Europe qui puisse se distinguer des prérogatives impériales que s'arrogent aujourd'hui certains États-puissances, un avenir qui s'éloigne résolument de l'idée d'« Europe-puissance »<sup>21</sup>.

L'histoire juridique et institutionnelle internationale de l'Europe s'est jouée en deux temps au moins<sup>22</sup>. L'Europe aura en effet été la première région du droit international, et son droit, le premier droit régional international. Cet avantage régional a d'ailleurs rapidement fait des émules dès le début du xx<sup>e</sup> siècle en Amérique latine, puis plus tard en Afrique, dans le monde arabe et plus récemment en Asie, puisque toutes ces régions ont peu à peu revendiqué le statut de région en droit international, le droit de développer un droit international régional propre et les droits de représentation particulière qui en découlent au sein des organisations internationales universelles. Dès le milieu du xx<sup>e</sup> siècle, l'Europe a repris son avance en droit des institutions internationales, cette fois en s'instituant en organisation internationale régionale : les Communautés, puis l'Union européenne. À nouveau, cette forme d'institutionnalisation régionale s'est répandue hors de l'Europe. Les organisations internationales régionales dans d'autres régions du monde se sont en effet fortement multipliées depuis. Elles n'ont toutefois pas encore atteint le même degré d'intégration institutionnelle de leurs États membres que celui de l'UE, ni sa capacité à peser sur l'adoption et l'interprétation du droit international.

20. Cf. S. Besson, « Du droit de civilisation européen au droit international des civilisations : instituer un monde des régions », *Swiss Review of International and European Law*, vol. 31, n° 3, 2021, p. 373-400.

21. Sur cette dernière, cf., par exemple, L. van Middelaa, *Le Réveil géopolitique de l'Europe*, Paris, Collège de France, coll. « Conférences », 2022, <https://doi.org/10.4000/books.cdf.12770>.

22. Cf. S. Besson, *supra* n. 20.

À l'heure où les anciennes et les nouvelles puissances s'organisent de manière à regrouper des États dans leur zone d'influence régionale, comme en témoignent le positionnement russe en Eurasie<sup>23</sup> ou celui des États-Unis dans la région indo-pacifique, il paraît essentiel que l'UE use de son avance institutionnelle d'organisation régionale démocratique<sup>24</sup>. C'est aussi, me semble-t-il, le sens du type de politique régionale extérieure de l'UE identifiée par Nicolas Chapis dans sa contribution sur l'avenir des relations sino-européennes. Ce recul sur l'histoire juridique et institutionnelle internationale si particulière de l'Europe pourrait, je l'espère, permettre d'éviter de retomber dans les travers des modèles impérialistes qui ont été ceux du xix<sup>e</sup> siècle et dans le modèle hégémonique qui les a remplacés au xx<sup>e</sup> siècle.

Comme l'a bien rappelé Stella Ghervas dans son dernier ouvrage<sup>25</sup>, la paix « se conquiert », et bien plus durement que la guerre. L'UE ne devrait pas craindre la difficulté, elle qui émane du « droit public européen », puis du concert des États européens, et donc de l'ordre juridique et institutionnel régional qui le premier a garanti l'égalité souveraine des États face à l'impérialisme, et qui, dans sa composition contemporaine d'organisation internationale régionale, a montré qu'il était possible de construire un régime démocratique pluraliste sans nation européenne et donc sans nationalisme.

Après avoir incarné l'universel et l'avoir imposé, sous forme de droit international, au reste du monde, d'abord au nom de la civilisation, puis au nom du développement économique et désormais technologique et scientifique<sup>26</sup>, le temps est peut-être

23. Cf., par exemple, A. V. Obydenkova et A. Libman, *Authoritarian Regionalism in the World of International Organizations. Global Perspective and the Eurasian Enigma*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

24. Cf. S. Besson, « Reconstruire le droit international à partir des organisations régionales », *Revue européenne du droit*, vol. 2, 2021, p. 64-68. Cf. aussi A. Orford, « Regional orders, geopolitics and the future of international law », *Current Legal Problems*, vol. 74, n° 1, 2021, p. 149-194.

25. S. Ghervas, *Conquering Peace. From the Enlightenment to the European Union*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2021.

26. Cf. S. Besson, *supra* n. 20.



venu pour l'Europe de réinventer sa place dans cet universel. Il s'agirait cette fois pour elle d'identifier comment l'habiter à égalité avec les autres<sup>27</sup>. L'Europe pourrait ainsi contribuer à réformer l'universel de manière à le rendre plus égalitaire, plus solidaire et surtout plus concerté<sup>28</sup>. C'est un rôle difficile à identifier, puis à endosser, bien sûr, d'autant plus dans le contexte guerrier qui est à présent le nôtre. En bref, un rôle qui reste à inventer. Mais qui oserait dire après ce colloque de rentrée et la lecture du présent ouvrage que l'Europe a peur d'inventer ?

\*

Pour conclure, j'aimerais revenir à l'Europe-rivage ou à l'Europe-horizon des Phéniciens, devenue celle des Grecs anciens eux-mêmes. C'est à cette Europe-horizon que fait écho la relation de « secondarité » propre à l'Europe si bien capturée par Rémi Brague<sup>29</sup> et que William Marx nous rappelle dans sa contribution d'ouverture.

C'est en effet sur cette « largeur de vue » que signifie littéralement l'Europe, une Europe qui est toujours vue d'ailleurs, qu'il est opportun de clore cette introduction pour pouvoir mieux recommencer ensuite. En référence à la préface de Jean-Paul Sartre<sup>30</sup> évoquée par Souleymane Bachir Diagne dont la contribution évoque l'importance de décentrer le regard européen pour éviter qu'il ne devienne narcissique, il est bon de rappeler que l'Europe se définit depuis l'Antiquité par ce regard : le regard que portent les autres sur elle, et celui qu'elle porte en retour sur eux lorsqu'elle se déporte, voire se décentre pour les regarder la regarder. Il me semble en effet que c'est ce regard curieux et diligent qui voit loin et scrute le monde, au lieu de vouloir le subjuguier et l'assimiler, que l'Europe devrait continuer à cultiver.

27. Cf. S. Besson, *supra* n. 16.

28. Cf. S. Besson, *supra* n. 20.

29. R. Brague, *Europe, la voie romaine* [1992], Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2020, p. 129.

30. J.-P. Sartre, « Orphée noir », in L. S. Senghor, *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*, Paris, PUF, 1969 [1948].

Ce regard décentré propre à l'Europe n'est pas sans rappeler le regard « persan » et le jeu de miroirs cultivés dans les *Lettres persanes* de Montesquieu<sup>31</sup>.

Ni Orient ni Occident, c'est dans le passage que l'Europe trouve depuis toujours sa place, une place qui devrait nous permettre à l'avenir de déjouer les oppositions factices et de dérendre les crispations civilisationnelles. En bref, une Europe qui invente, s'invente et se réinvente sans cesse.

Si cette relation de secondarité doit continuer à caractériser l'Europe, elle est aussi le propre de toute œuvre collective. Le présent ouvrage n'échappe d'ailleurs pas à la règle : il n'aurait pas pu voir le jour sans le travail d'un grand nombre de personnes, à commencer par ses différents contributeurs qui doivent ici être remerciés.

Je tiens aussi à remercier mes collègues du Collège de France qui ont contribué à penser ce colloque de rentrée, puis à l'organiser avec moi : Edith Heard, Stéphane Mallat, William Marx et Thomas Römer. Toute ma gratitude va aussi à Fanny Pauthier des Éditions du Collège de France pour son travail éditorial enthousiaste et minutieux, ainsi qu'à Mathilde Montaubin et Sylvie Sportouch, assistantes auprès de la chaire Droit international des institutions du Collège de France, sans l'aide précieuse desquelles le programme du colloque et les annexes de cet ouvrage n'auraient pas pu être finalisés. Enfin, j'aimerais adresser de chaleureux remerciements, plus anonymes cette fois, à toutes celles et à tous ceux qui, au sein des diverses équipes du Collège de France, n'ont pas compris leur temps et leurs efforts pour faire de notre colloque de rentrée 2021 un succès.

Paris, le 2 mai 2022.

31. Cf. A. Supiot, « Présentation. Nouvelles du XXI<sup>e</sup> siècle à l'attention de l'auteur des *Lettres persanes* », in Montesquieu, *Lettres persanes*, édition du tricentenaire, Paris, Points, 2021, p. 9-35, ici p. 14-15.